

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 24 JANVIER 2023**

L'an Deux Mille Vingt Trois, le Vingt Quatre Janvier, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de CARTELEGUE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Pierre VILLAR, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Présents : M. VILLAR, MMES PAYEN, LAMIT, ROUSSEAU, MM. MARCQ, HAURE, MMES GIORGINI, GROUSSAC, M. CHONÉ.

Représentés par pouvoir : M. PARGADE (pouvoir à M. VILLAR), MME DUBERNARD (pouvoir à MME GROUSSAC), M. MARTIN (pouvoir à M. HAURE), MME LOZANO (pouvoir à MME GIORGINI), M. JALLET (pouvoir à Mme PAYEN), M. JORÉ (pouvoir à MME LAMIT).

Date de convocation : 17 Janvier 2023

Ordre du jour :

1. Paiement en section d'investissement des biens durables,
2. Demande de subvention Fonds de concours CCE,
3. Constitution de la commission de délégation de service public,
4. Approbation du règlement de la voirie communale et d'intérêt communautaire,
5. Questions diverses.

Un point a été rajouté à l'ordre du jour avec l'accord unanime du Conseil : adhésion a un groupement d'autorités pour la DSP assainissement. Il devient le point n°4 – les points suivants sont décalés en conséquence.

Le secrétariat de la séance a été confié à Mme LAMIT.

Le procès-verbal du 6 Décembre a été approuvé à l'unanimité.

**1°) PAIEMENT EN SECTION D'INVESTISSEMENT DES BIENS DURABLES**

DELIB N° 24.01.2023-01

**VOTANTS : 15      POUR : 15      CONTRE : 0      ABSTENTION : 0**

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

**DÉCIDE** de payer sur le budget 2023, en section d'investissement, les biens et acquisitions d'une valeur inférieure à cinq cents euros mais dont la durée de vie est estimée supérieure à deux ans.

**2°) FONDS DE CONCOURS DE LA CCE 2022**

DELIB N° 24.01.2023-02

**VOTANTS : 15      POUR : 15      CONTRE : 0      ABSTENTION : 0**

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

**DECIDE** de solliciter le fonds de concours de la CCE 2022 à hauteur de 17 970 €.

**DECIDE** d'affecter cette somme au financement partiel de l'extension du réseau électrique pour desservir le projet de la résidence du clos de la Courant s'élevant à 35 958,18 € HT.

**ARRETE** le plan de financement comme suit :

<u>Dépenses</u> :	Travaux ENEDIS	35 958,18 €
<u>Recettes</u> :	Fonds de concours CCE (2022)	17 970,00 €
	Autofinancement :	<u>17 988,18 €</u>
		35 958,18 €

**AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette demande.

### **3°) ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

DELIB N° 24.01.2023-03

**VOTANTS : 15      POUR : 15      CONTRE : 0      ABSTENTION : 0**

**Monsieur le Maire,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-5, D.1411-3, D.1411-4 et D.1411-5,

expose que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une Commission de Délégation de Service Public (CDSP) intervient en cas de nouveau contrat de concession (article L1411-5) ou en cas d'avenant au contrat de délégation entraînant une augmentation du montant global supérieure à cinq pourcents (article L1411-6).

Il poursuit en indiquant que la CDSP est chargée de procéder à l'analyse des candidatures et des offres avant d'émettre un avis sur le choix de l'entreprise (*article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales*) et le cas échéant de se prononcer sur les modifications par voie d'avenant (*article L.1411-6*).

Cette Commission de DSP, présidée par Monsieur VILLAR Pierre, Maire, comporte en outre 3 membres titulaires et 3 membres suppléants élus en son sein. Elle doit être élue au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Avant de procéder à cette élection, Monsieur Le Maire a fait appel aux candidats pour le dépôt des listes.

Monsieur le Maire indique qu'en cas de délégation du service public par concession de l'assainissement, il est nécessaire de faire intervenir une Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Il rappelle que pour les communes de moins de 3500 habitants cette Commission comporte 3 membres titulaires et 3 membres suppléants et doit être élue au scrutin secret de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel. Cette commission est présidée par Monsieur VILLAR Pierre, Maire.

**Monsieur le Maire** indique qu'une seule liste lui a été présentée.

Il propose, en conséquence, de procéder à l'élection des **3 membres titulaires** et des **3 membres suppléants** appelés à siéger à la commission de D.S.P.

Le **Conseil Municipal**,

- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1 et L. 1411-5,
- Considérant la nécessité de créer une commission de D.S.P.,
- Considérant la liste des candidatures déposées,
- Considérant les résultats issus du dépouillement du vote,

après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**PROCEDE à l'élection** des membres de la commission de D.S.P.

Sont donc élus membres de la Commission de D.S.P. :

**en qualité de membres titulaires :**

- **M.A. PAYEN – D. PARGADE – N. LAMIT, Adjoints.**

**en qualité de membres suppléants :**

- **M.C. ROUSSEAU - N. CHONÉ – B. JALLET, Conseillers Municipaux.**

**4°) ADHESION A UN GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES POUR LA PASSATION DE DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC CONCERNANT L'EXPLOITATION DE SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF- DESIGNATION DES REPRESENTANTS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

DELIB N° 24.01.2023-04

**VOTANTS : 15**

**POUR : 15**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

Monsieur le Maire,

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales et particulièrement son article L5211-4-2 ;

**Vu** le Code de la Commande Publique et particulièrement ses articles L3112-1 à 3112-4 ;

**Considérant** que le code de la Commande Publique offre la possibilité aux acheteurs d'avoir recours à des groupements d'autorités concédantes. Ces groupements ont pour vocation de rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats ;

**Considérant** qu'il apparaît qu'un groupement d'autorités concédantes pour la passation de délégation de service public concernant l'exploitation du système d'assainissement communal permet de réaliser des économies et une optimisation du service tant pour les besoins propres de notre collectivité que pour ceux des communes membres du groupement ;

**Considérant** qu'afin de répondre à leurs obligations, les communes intéressées souhaitent lancer des délégations de service public pour l'exploitation de leurs systèmes d'assainissement collectif respectifs ;

**Rappel des faits :**

Monsieur le Maire rappelle que la Délégation de Service Public (DSP) concernant la gestion du système d'assainissement communal arrive à échéance en 2023.

De plus, les DSP concernant la gestion des systèmes d'assainissement de 5 communes sont dans la même situation, sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Estuaire : Cartelègue – Étauliers – Mazion - Saint-Ciers-sur-Gironde - Saint-Seurin-de-Cursac.

Il est proposé aux communes d'adhérer à un groupement d'autorités concédantes afin de renouveler ces DSP arrivant à échéance. La Commune de Saint-Ciers-sur-Gironde propose ainsi d'assumer la responsabilité de coordonnateur dudit groupement.

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs que les frais liés aux publicités et à d'éventuelles procédures précontentieuses ou contentieuses seront partagés équitablement entre les collectivités membre du groupement.

Par ailleurs, l'exécution financière des marchés de prestations intellectuelles de l'AMO, chaque membre du groupement la prend en charge directement conformément aux devis signés.

Monsieur le Maire poursuit en précisant que ce groupement d'autorités concédantes permettra de mutualiser les procédures, d'optimiser les niveaux de service et de rationaliser les coûts.

Il indique que ce groupement est constitué de sa date de signature par l'ensemble des parties jusqu'à l'extinction des obligations contractuelles figurant dans la convention de groupement d'autorités concédantes.

Ce groupement a pour objet de produire les documents nécessaires à la passation des DSP, coordonner les procédures de passation, en ce qui concerne l'exploitation des systèmes d'assainissement collectif.

A cet effet, une convention constitutive de groupement d'autorités concédantes définissant le mode de fonctionnement du groupement a été établie et doit être signée par tous les membres. Cette convention identifie la Commune de Saint-Ciers-sur-Gironde comme le coordonnateur du groupement. La Commission de délégation de Service Public sera constituée d'un membre titulaire et un membre suppléant de chacune des communes, désignés parmi les membres de la Commission de DSP communale. Il est proposé de désigner **pour la Commission de délégation de Service Public du groupement** :

- **Monsieur VILLAR Pierre, Maire, membre titulaire,**
- **Monsieur PARGADE Didier, Adjoint, membre suppléant.**

A ce titre, le Président de la Commission de délégation de Service Public du groupement procédera à l'ensemble des opérations d'élaboration des documents de marchés et à la sélection du futur exploitant. En revanche, chaque membre signe et notifie la DSP qui le concerne et demeure responsable de l'exécution de cette dernière pour ses besoins propres.

Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive de groupement dont le projet est joint en annexe de la présente délibération. Cette convention prévoit notamment la création d'un comité de pilotage.

Il est proposé de désigner **pour le comité de pilotage du groupement** :

- **Monsieur VILLAR Pierre, Maire, membre titulaire,**
- **Monsieur PARGADE Didier, Adjoint, membre suppléant.**

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal :

- **D'ADHERER** au groupement d'autorités concédantes pour la passation de délégation de service public concernant l'exploitation du système d'assainissement collectif.
- **D'APPROUVER** les termes de la convention constitutive de groupement d'autorités concédantes « Exploitation des systèmes d'assainissement collectif en délégation de service public ».
- **D'APPROUVER** le rôle de coordonnateur du groupement de la Commune de Saint-Ciers-sur-Gironde dans le cadre de cette procédure.
- **DE DÉSIGNER** Monsieur VILLAR Pierre, Maire, membre titulaire et Monsieur PARGADE Didier, Adjoint, membre suppléant de la Commission de délégation de Service Public du groupement.

- **DE DÉSIGNER** Monsieur VILLAR Pierre, Maire, membre titulaire et Monsieur PARGADE Didier, Adjoint, membre suppléant au comité de pilotage du groupement.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive de groupement d'autorités concédantes et à prendre toute mesure nécessaire à son exécution.

### **5°) APPROBATION DU REGLEMENT DE VOIRIE COMMUNALE ET D'INTERET COMMUNAUTAIRE**

DELIB N° 24.01.2023-05

**VOTANTS : 15**

**POUR : 15**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

**DECIDE** d'approuver le règlement de voirie communale et d'intérêt communautaire joint en annexe.

### **QUESTIONS DIVERSES**

### **VŒUX A LA POPULATION**

M. Le Maire remercie les conseillers pour leurs préparations culinaires. De nombreux habitants (200 environ) se sont déplacés.

### **PCS**

Un groupe de travail piloté par S. GIORGINI, met à jour le PCS en l'allégeant.

Chaque foyer a reçu une fiche de renseignements à compléter.

Chaque conseiller municipal est chargé de vérifier pour faire partie de la réserve communale de sécurité civile souhaitent se maintenir sur la liste.

### **LISTE DES TRAVAUX ET ACQUISITIONS POUR 2023**

Les listes établies par les élus sont attendues avant le 31 janvier à la mairie.

N. CHONÉ indique que sur la route de la Vergne la bande d'arrêt de stop n'a pas été repeinte. Les agents communaux le feront.

C. HAURE demande quand aura lieu la réunion de la commission voirie. Actuellement les agents municipaux pose de l'enrobé à froid dans les endroits les plus abimés, une réunion voirie est prévue prochainement.

**Le secrétaire de séance,**



**Nicole LAMIT.**

**Le Maire,**



**Pierre VILLAR.**